



Dialogue interactif 18 juillet – Séance 1 – Sandra Vermuyten, Internationale des Services Publics

Comment pouvons-nous lutter contre la xénophobie et la discrimination, et développer une approche solide qui reconnaisse la contribution positive des migrant(e)s en faveur d'une croissance inclusive et du développement durable ?

Les migrant(e)s et les réfugié(e)s apportent une contribution positive à la société, et ce, dans leur pays d'origine comme dans leur pays d'accueil. Toutefois, nous tirons la sonnette d'alarme sur l'utilisation de l'immigration comme outil de développement, dans la mesure où elle peut nuire au besoin vital de fournir des emplois décentés dans les pays d'origine. Ces contributions positives ne peuvent se réaliser que lorsque les travailleurs/euses migrant(e)s sont en mesure de jouir de leurs droits humains et de leurs droits au travail. Il est également impératif qu'ils/elles ne soient ni exploité(e)s, ni soumis(e)s à des conditions de travail précaires.

Les syndicats ont pour vocation de syndiquer et de représenter les travailleurs/euses migrant(e)s. Nous défendons l'inclusion et la non-discrimination, nous collaborons avec les communautés afin d'accueillir les migrant(e)s, les demandeurs/euses d'asile et les réfugié(e)s, de promouvoir l'inclusion et de combattre le racisme, la xénophobie et toutes les formes d'intolérance.

Afin de pouvoir replacer la migration et les réfugié(e)s dans le contexte des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, il faut tenir compte de la source du problème. S'attaquer à la cause fondamentale des déplacements massifs de migrant(e)s et de réfugié(e)s, c'est faire en sorte que la mobilité soit un choix et non une nécessité – il s'agit là de la clé pour œuvrer ensemble à la réalisation de l'Agenda 2030.

Si nous nous engageons à protéger les droits humains des migrant(e)s et des réfugié(e)s, nous devons également nous engager à créer les conditions du droit de ne pas migrer. Combattre la pauvreté, réduire les inégalités, éradiquer la faim, garantir le droit à la santé, à l'éducation et à l'égalité des genres, promouvoir une croissance économique et un développement inclusifs et durables, protéger l'environnement, et promouvoir la démocratie et le droit humain à la paix : telles sont les actions indispensables qui permettront de s'attaquer aux causes fondamentales de la migration et du déplacement des populations, et de combattre la discrimination et la xénophobie.

Comment pouvons-nous encourager les dirigeants nationaux et mondiaux (politiques, sociaux, économiques et religieux) ainsi que les médias à véhiculer une image plus positive des migrant(e)s et des réfugié(e)s ?

La migration et la crise des réfugié(e)s engendrent des situations critiques en raison du manque d'investissement dans les services publics, qui pâtissent déjà du sous-financement et de la privatisation de ces dernières décennies.

Le sous-financement constitue également une problématique importante dans l'accueil des réfugié(e)s – les femmes et les enfants sont les premières victimes de violences dans les zones de conflit, et continuent souvent de risquer leur vie lorsqu'ils se retrouvent dans des camps dénués de toute protection et de tout Etat de droit où l'exploitation est monnaie courante. Les femmes migrantes sont victimes de trafic, n'ont souvent pas accès à un travail décent et à la protection sociale, et sont victimes d'une forte discrimination. Elles en portent les stigmates physiques et psychologiques qui peuvent avoir un impact sur les générations futures.

Les populistes du monde entier agitent le drapeau du racisme et de la xénophobie pour masquer le fait qu'ils défendent seulement les intérêts d'une caste et non du plus grand nombre. Les politiques d'austérité, les accords fiscaux secrets, la corruption et la dérégulation du marché du travail servent un seul objectif : conforter un modèle économique qui n'enrichit qu'une toute petite minorité de personnes.

Pour lutter contre le racisme, il est essentiel d'interpeller les gouvernements et de soutenir les organisations qui se font les porte-voix des victimes d'ostracisme. L'investissement dans l'éducation et dans la mise en œuvre de politiques inclusives constitue la clé pour combattre les préjugés et le racisme. Le mouvement syndical plaide en faveur d'une législation proactive en matière d'équité salariale et professionnelle, notamment par le biais de la négociation collective, pour mettre fin à la discrimination systémique en matière d'emploi à l'encontre des peuples autochtones, des femmes, des personnes handicapées, des LGBTI, des jeunes, des travailleurs/euses migrant(e)s et des réfugié(e)s.

En ce qui concerne le suivi du Groupe de haut niveau, nous appelons l'OIT à s'impliquer et à mettre à profit ses compétences afin de permettre à la structure tripartite, composée des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, d'adopter une approche holistique de la migration du travail et de mettre en œuvre des directives promouvant l'accès des réfugié(e)s et des personnes déplacées de force à un travail décent et à la protection sociale.

Dans nos propres syndicats, nous combattons le racisme en adoptant des programmes de lutte contre le racisme prévoyant des changements au regard de la représentation, de l'inclusion et de l'intégration des questions et des idées. De cette manière, les syndicats contribuent à l'instauration d'une société qui éradiquera véritablement le racisme.

Dans quelle mesure les ONG et la société civile, et notamment le secteur privé et les milieux académiques, peuvent-ils contribuer à la mise en place d'une campagne mondiale visant à lutter contre la xénophobie, comme l'a proposé le Secrétaire général dans son rapport rédigé en amont du Sommet du 19 septembre ?

Tout d'abord, en continuant d'encourager les politiques migratoires fondées sur les droits humains et en s'opposant aux accords tels que celui qui lie l'UE à la Turquie. A nos yeux, les dirigeant(e)s et les gouvernements européen(ne)s alimentent un processus politique inacceptable et honteux qui favorise la division, le racisme et la discrimination entre d'importants groupes de la population.

Ensuite, il faut veiller à ce que le travail décent, la protection sociale, le droit humain à l'éducation, la formation et la reconnaissance des compétences des travailleurs/euses migrant(e)s et des réfugié(e)s deviennent des priorités.

A l'instar du droit à l'éducation, le droit à la santé est un droit humain fondamental qui doit être garanti pour chaque migrant(e) et réfugié(e) contraint(e) de se déplacer à grande échelle. Pour ce faire, il est nécessaire de déployer des efforts et de réaliser des investissements collectifs afin de renforcer l'offre de services de santé publique au sein des communautés figurant en première ligne, comme les villes et les municipalités, qui accueillent les déplacements massifs de réfugié(e)s et de migrant(e)s.

Dans le cadre du travail effectué par la Commission de haut niveau sur les emplois dans le secteur de la santé et la croissance économique de l'ONU, l'ISP soutient l'élaboration de stratégies globales visant à déployer, à protéger et à promouvoir des conditions de travail décentes aux travailleurs/euses de la santé qui font face à des situations humanitaires et à des situations d'urgence publique, tant dans le cadre de déplacements massifs critiques que prolongés.

Pour terminer, nous continuons à plaider en faveur de l'implication des représentant(e)s des travailleurs/euses partout où les entreprises sont représentées – une représentation syndicale paritaire par rapport aux entreprises, au sein même de l'ONU comme à l'extérieur, afin de garantir la mise en place de politiques inclusives dénuées d'intérêts corporatistes. Les réfugié(e)s ne sont pas des marchandises.

Œuvrons ensemble en faveur de la paix et de sociétés inclusives.